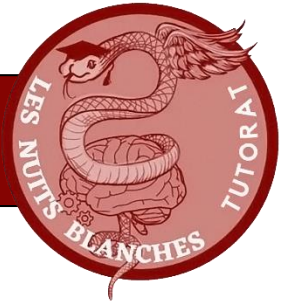




Tutorat Les Nuits Blanches



Correction des
annales

2023/2024

Promo 2023-2026

Semestre 1

UEC 6 Droit, Ethique et Déontologie

Cette correction vous est proposée bénévolement par le Tutorat Les Nuits Blanches qui en est sa propriété. Il n'a bénéficié d'aucune relecture par l'équipe pédagogique de la Licence Sciences pour la Santé ni de l'IFSI. Ce document n'atteste en rien de l'exactitude des réponses.

Introduction au droit, droits des patients et responsabilité

QCM 1 : Concernant le droit :

Réponses : BE

- A. L'existence des règles est le propre du droit → **Faux, l'existence des règles n'est pas le propre du droit**
- B. Il est consubstantiel à l'existence d'une société → **Vrai**
- C. Il s'agit d'un phénomène rigide et fixé → **Faux, c'est un phénomène vivant**
- D. Il s'agit d'un ensemble de règles qui ne rentrent jamais en contradiction avec d'autres règles de la société → **Faux**
- E. Il s'agit d'interdictions, d'obligations, de sanctions ou de droits accordés aux individus → **Vrai**

QCM 2 : Concernant les sources du droit :

Réponses : AC

- A. Les lois et la constitution sont des sources écrites → **Vrai**
- B. Les sources internationales sont principalement des sources non écrites → **Faux**
- C. La coutume est une source non écrite → **Vrai**
- D. La jurisprudence n'est pas une source du droit → **Faux, la jurisprudence est une source du droit non écrites**
- E. La doctrine est synonyme de coutume → **Faux, ce sont deux sources non écrites distinctes**

QCM 3 : Concernant la hiérarchie des normes en droit français :

Réponses : BCDE

- A. Le décret est la norme juridique la plus importante → **Faux, ce sont les textes constitutionnels**
- B. La hiérarchie des normes peut être symbolisée par un triangle → **Vrai**
- C. La constitution est la norme juridique la plus importante → **Vrai**
- D. La loi se situe au-dessus du décret → **Vrai**
- E. Un arrêté municipal ne peut pas être contraire à la constitution → **Vrai**

QCM 4 : Concernant les branches du droit :

Réponses : ADE

- A. Le droit civil est un exemple de droit privé → **Vrai**
- B. Le droit commercial est un exemple de droit public → **Faux, c'est un exemple de droit privé**
- C. Le droit constitutionnel est un exemple de droit privé → **Faux, c'est un exemple de droit public**
- D. Le droit administratif est un exemple de droit public → **Vrai**
- E. Le droit pénal est considéré comme un droit mixte → **Vrai**

QCM 5 : Concernant les droits des patients :

Réponses : ABC

- A. La protection de la santé fait partie des droits des patients → **Vrai**
- B. La sécurité sanitaire est organisée par les agences françaises de sécurité sanitaire → **Vrai**
- C. Le droit à des soins de qualité fait partie des droits des patients → **Vrai**
- D. Le droit d'arriver en retard à une consultation fait partie des droits du patient → **Faux**
- E. La sécurité sanitaire est un droit spécifique au travail → **Faux, pas seulement un droit spécifique au travail**

QCM 6 : Concernant la responsabilité pénale :

Réponses : ACE

- A. L'élément légal est l'un des éléments constitutifs → **Vrai**
- B. Le fait générateur en est l'un des éléments constitutifs → **Faux, c'est un des éléments constitutifs de la responsabilité civile**
- C. L'élément moral en est l'un des éléments constitutifs → **Vrai**
- D. Le dommage en est l'un des éléments constitutifs → **Faux, c'est un des éléments constitutifs de la responsabilité civile**
- E. L'élément matériel en est l'un des éléments constitutifs → **Vrai**

QCM 7 : Concernant la responsabilité civile :

Réponses : ABC

- A. Il s'agit d'une responsabilité réparatrice → **Vrai**
- B. L'indemnisation correspond à une sanction → **Vrai**
- C. La charge de la preuve appartient au plaignant → **Vrai**
- D. Elle permet de punir un comportement → **Faux, c'est le rôle de la responsabilité pénale**
- E. Elle repose sur les fautes caractérisées et délibérées → **Faux, ce sont des fautes de la responsabilité pénale**

Information, consentement aux soins et législation**QCM 8 : Concernant le consentement aux soins :**

Réponses : ACD

- A. Un consentement écrit est nécessaire pour la recherche impliquant la personne humaine → **Vrai**
- B. Le consentement du patient et la nécessité thérapeutique sont une dérogation au respect de l'intégrité du corps → **Vrai**
- C. Le consentement est révocable à tout moment → **Vrai**
- D. Le soin urgent doit être différé si le consentement du patient ne peut pas être recueilli → **Vrai**
- E. Le consentement du mineur n'est pas recherché lors d'une prise en charge médicale → **Faux**

QCM 9 : Concernant l'information du patient :

Réponses : ABCE

- A. L'information du patient concerne tous les professionnels de santé dans le cadre de leurs compétences → **Vrai**
- B. L'information doit être loyale, claire et appropriée → **Vrai**
- C. L'information doit porter notamment sur les effets secondaires et les alternatives au traitement → **Vrai**
- D. L'information ne porte pas sur les risques graves s'ils sont exceptionnels → **Vrai/Faux selon la jurisprudence**
- E. L'objectif de l'information est de recueillir le consentement ou le refus éclairé du patient à la prise en charge → **Vrai**

QCM 10 : Concernant l'organisation et la législation des professions paramédicales :

Réponses : DE

- A. L'obtention du diplôme d'une profession paramédicale est facultative → **Faux, il est obligatoire**
- B. L'inscription à l'ordre d'une profession paramédicale est facultative → **Faux**
- C. Toutes les professions paramédicales disposent d'un ordre professionnel → **Faux**
- D. Les ordres professionnels sont des organismes à caractère corporatif institués par la loi → **Vrai**
- E. Les missions du Haut Conseil des professions paramédicales sont définies dans le code de santé publique → **Vrai**

QCM 11 : Concernant l'organisation et la législation des professions paramédicales :

Réponses : ACE

- A. Le haut conseil des professions paramédicales est une instance de réflexion des professionnels paramédicaux → **Vrai**
- B. Exercice illégal de la profession et usurpation de titre sont constitutifs du même délit → **Faux**
- C. La réglementation des professions paramédicales permet la protection de la profession → **Vrai**
- D. Le Code civil définit les modalités d'exercices des professions paramédicales → **Faux, c'est le code de la santé public**
- E. Les actes qui relèvent du rôle propre des professions paramédicales sont définis par le code de santé publique → **Vrai**

Secret professionnel et déontologie**QCM 12 : Concernant l'obligation de discrétion pour un agent public :**

Réponse : C

- A. Elle correspond au fait de ne pas divulguer ces opinions personnelles → **Faux, ne pas divulguer les informations relatives au fonctionnement de son administration**
- B. Elle concerne uniquement les informations médicales → **Faux, concerne tous les documents**
- C. Elle concerne les informations relatives au fonctionnement de l'administration → **Vrai**
- D. Elle est alléguée pour les militaires → **Faux, au contraire elle est plus forte**
- E. Elle correspond au fait de ne pas parler fort durant une consultation → **Faux**

QCM 13 : Concernant le secret professionnel :

Réponses : CE

- A. Son champ d'application est réservé au Code pénal → **Faux, son champ d'application est plus large**
- B. Son champ d'application est réservé au code de la santé publique **Faux, son champ d'application est plus large : Code Civil, Code Pénal, Code de Santé Publique, Code de la Sécurité Sociale, Codes de Déontologie**
- C. Il a un caractère général et absolu → **Vrai**
- D. La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire ne peut pas constituer un délit → **Faux, punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende**
- E. Il est indispensable à l'instauration d'une relation de confiance → **Vrai**

QCM 14 : Concernant le signalement :

Réponses : CD

- A. Le respect absolu du secret professionnel interdit tout signalement au procureur de la République, quelle que soit la situation → **Faux, pour les violences conjugales, sur mineur...**
- B. Un professionnel de santé peut porter à la connaissance du maire une situation de violences qu'il a constatée sur une personne âgée → **Faux**
- C. Un professionnel de santé peut porter à la connaissance du procureur de la République une situation de violences qu'il a constatée sur une personne mineure → **Vrai**
- D. Un professionnel de santé peut porter à la connaissance du procureur de la République une situation de violences qu'il a constatée sur une personne, avec l'accord de cette dernière → **Vrai**
- E. Un professionnel de santé peut porter à la connaissance du procureur de la République une situation de violences qu'il a constatée sur une personne majeure, non vulnérable même si elle s'y oppose → **Faux, il faut l'accord de la personne**

QCM 15 : Concernant le Code de déontologie :

Réponses : ABCD

- A. Il comprend une section dédiée aux « rapports des professionnels entre eux et avec les membres des autres professions de santé » → **Vrai**
- B. Il a pour objectif de guider les praticiens dans leur pratique, au service des patients → **Vrai**
- C. Il est élaboré par l'Ordre National des médecins → **Vrai**
- D. Il comprend une section relative à « l'exercice de la profession » → **Vrai**
- E. Il est apparu avec la loi du 4 mars 2002 → **Faux, il existe depuis 1947**

Introduction à l'éthique

QCM 16 : Concernant la philosophie morale :

Réponses : ADE

- A. Selon l'arétisme, les vertus sont « mises en avant » car elles permettent la réalisation de soi → **Vrai**
- B. La maxime, « la fin justifie les moyens », illustre correctement l'éthique des vertus → **Faux, cela illustre le conséquentialisme**
- C. Selon le conséquentialisme, chaque acte moral doit être jugé selon sa conformité à certaines règles de conduite → **Faux, c'est selon le déontologisme**
- D. Selon le conséquentialisme, un acte moral est évalué à l'aune de ses conséquences → **Vrai**
- E. Le conséquentialisme appartient aux éthiques téléologiques → **Vrai**

QCM 17 : Concernant le déontologisme :

Réponses : BC

- A. Une action est évaluée en fonction des règles dictées par le Code de déontologie → **Faux**
- B. Une action est évaluée selon sa conformité à certains devoirs ou règles de conduite → **Vrai**
- C. Il peut être illustré par la phrase de Kant : « agis seulement d'après la maxime grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle » → **Vrai**
- D. Il peut être illustré par la phrase : « La fin justifie les moyens » → **Faux, cela illustre le conséquentialisme**
- E. Il est synonyme d'éthiques téléologiques → **Faux, cela illustre le conséquentialisme**

QCM 18 : Concernant l'éthique :

Réponses : BD

- A. La réflexion éthique est spécifique des professions médicales → **Faux**
- B. L'éthique peut être définie par une réflexion suscitée par une situation moralement complexe → **Vrai**
- C. Ethique et déontologie sont synonymes → **Faux**
- D. La réflexion éthique peut précéder l'émergence d'une norme juridique → **Vrai**
- E. Le raisonnement éthique peut être illustré par la question : « est-ce que mon action est autorisée ? » → **Faux, cela illustre le droit et la déontologie**

QCM 19 : Concernant le principisme de Childress et Beauchamp :

Réponses : ADE

- A. Il constitue une démarche opérationnelle aidant à la réflexion → **Vrai**
- B. Le principe de respect de l'autonomie doit être priorisé → **Faux**
- C. Il repose sur des principes éthiques classés par ordre d'importance → **Faux, ils sont tous prioritaires**
- D. Il repose sur 4 grands principes éthiques → **Vrai**
- E. Il s'agit d'un « protocole éthique » facilement reproductible → **Vrai**

QCM 20 : Concernant le principisme de Childress et Beauchamp :

Réponses : ABC

- A. Il rejette une application mécaniste des principes éthiques → **Vrai**
- B. Le principe de non-malfaisance correspond au fait de toujours dire la vérité → **Vrai**
- C. La bienfaisance correspond à l'obligation d'agir pour le bien-être des autres → **Vrai**
- D. Le principe de courage correspond à l'un de ces principes → **Faux**
- E. Le principe d'autonomie correspond à l'obligation de traiter les cas égaux de la même façon → **Faux, cela correspond au principe de Justice**